

PROJET DE FUSION DES SERVICES DES IMPÔTS À CADÉI LES AGENTS N'EN VEULENT PAS

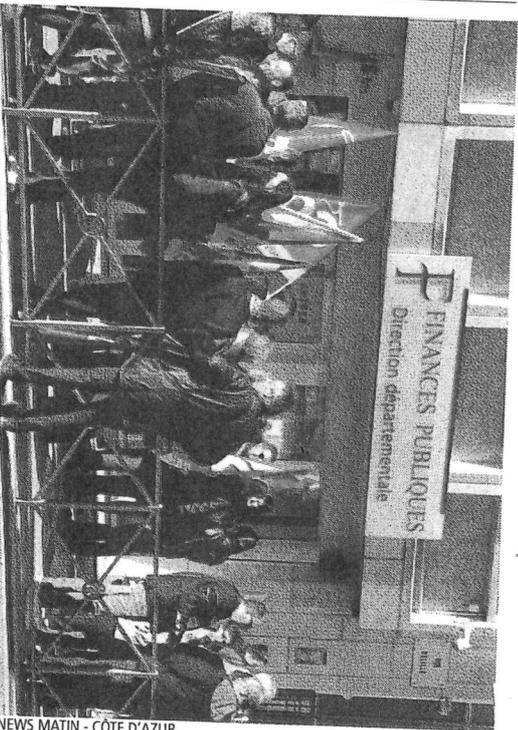
Piquet de grève et drapeaux de sortie. Hier matin, les contribuables qui souhaitaient se rendre dans les locaux de la direction départementale des Finances publiques, rue Deillie à Nice, devaient se frayer un chemin à travers les manifestants.

Une cinquantaine d'employés des impôts étaient rassemblés dans le calme devant l'entrée pour signifier leur opposition à un projet de fusion des services. Un projet qui rassemble furieusement à de la « casse », selon les manifestants qui avaient répondu présents à l'appel de trois organisations syndicales : FO, CGT et SUD.

Notamment dans le collimateur des manifestants : le probable transfert de l'accueil du centre installé à Nice-Pailion vers le centre des Finances publiques de la rue Joseph-Cadéi. Un centre qui voit déjà défilier jusqu'à 1.800 usagers par jour, selon certains employés.

Les contribuables pénalisés ?

« A Joseph-Cadéi, les conditions d'accueil du public sont déjà très difficiles, explique Guy. Avec ce transfert, l'ac-



© CNEWS MATIN - CÔTE D'AZUR

Les manifestants dénoncent des conditions d'accueil inacceptables pour le public.

cueil sera impossible et il génèrera beaucoup de stress pour les personnels mais également pour les usagers. Les files d'attente sont déjà interminables. Les jours de grande affluence, elles peuvent même s'étendre sur plusieurs dizaines de mètres dans la rue. Beaucoup d'agents qui seront mutés au cen-

tre de Joseph-Cadéi demanderont à ne pas y rester. Et ils ne seront pas récompensés.»

« Au final, on se retrouvera avec plus de contribuables au guichet et moins de personnels pour les accueillir, poursuit un collègue de Guy. C'est ce qui s'appelle détruire un service public. »

Actuellement, les syndicats estiment à une heure l'attente moyenne d'un contribuable au guichet des centres des Finances publiques dans les Alpes-Maritimes.

Une question d'égalité

Depuis plusieurs années, certains personnels dénoncent des attentes graves au principe même du service public.

« Le but est de décourager les gens de venir au guichet, expliquent deux employés. On fait tout pour les renvoyer vers un service téléphonique, qui est d'ailleurs payant, à hauteur de vingt centimes la minute. Bientôt, les gens seront sans doute obligés de faire leurs déclarations de revenus sur Internet. Cela fonctionne très bien, mais certaines personnes ne sont pas prêtes, en particulier lorsqu'elles sont âgées ou ne parlent pas le français. Cela pose une question d'égalité face à ce qui doit rester un service public. » Dans les Alpes-Maritimes, 1 800 agents travaillent dans les différents services des Finances pu-